

<https://www.elcorreo.eu.org/Alastair-Crooke-Un-ordre-mondial-sinistre-mais-il-y-a-des-opportunites-au-mieu-de-la-confusion>

# Alastair Crooke : « Un ordre mondial sinistré, mais il y a des opportunités au milieu de la confusion »

- Empire et Résistance - Capitalisme sénile -  
Date de mise en ligne : jeudi 17 avril 2025

---

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

---

**Les mesures prises par Trump n'étaient ni impulsives ni fantaisistes. La « solution des droits de douane » avait été préparée par son équipe depuis des années.**

Le « choc » Trump – son « décentrage » des États-Unis, qui ne sont plus le pivot de l'« ordre » d'après-guerre via le dollar – a provoqué un profond clivage entre, d'une part, ceux qui ont tiré d'énormes avantages du *statu quo* et, d'autre part, la faction MAGA qui en est venue à considérer le *statu quo* comme hostile, voire comme une menace existentielle pour les intérêts américains. Les deux camps se sont enfoncés dans une polarisation amère et accusatrice.

L'une des ironies du moment est que le président Trump et les républicains de droite ont insisté pour dénoncer – comme une « malédiction des ressources » – les avantages du statut de monnaie de réserve qui a précisément apporté aux États-Unis la vague d'épargne mondiale qui leur a permis de jouir du privilège unique d'imprimer de l'argent sans conséquences négatives : jusqu'à présent, du moins ! Il semble que le niveau d'endettement ait finalement son importance, même pour le Léviathan.

Le vice-président Vance compare désormais la monnaie de réserve à un « parasite » qui a rongé la substance de son « hôte » – l'économie américaine – en imposant un dollar surévalué.

Pour être clair, le président Trump estimait qu'il n'y avait pas d'autre *choix* : soit il renversait le paradigme existant, au prix de souffrances considérables pour beaucoup de ceux qui dépendent du système financiarisé, soit il laissait les événements suivre leur cours vers un effondrement économique inévitable des États-Unis. Même ceux qui comprenaient le dilemme auquel sont confrontés les États-Unis ont néanmoins été quelque peu choqués par l'audace éhontée avec laquelle il a simplement « imposé des droits de douane au monde entier ».

Les mesures prises par Trump (comme beaucoup le prétendent) n'étaient ni « impulsives » ni fantaisistes. La « solution des droits de douane » avait été préparée par son équipe au cours des dernières années et faisait partie intégrante d'un cadre plus complexe, qui complétait les effets des droits de douane sur la réduction de la dette et les recettes par un programme visant à contraindre les industries manufacturières disparues à rapatrier leurs activités aux États-Unis.

Trump fait un pari qui peut réussir ou échouer : il risque une crise financière plus grave, car les marchés financiers sont surendettés et fragiles. Mais ce qui est clair, c'est que le décentrage des États-Unis qui résultera de ses menaces grossières et de l'humiliation des dirigeants mondiaux finira par provoquer une réaction négative tant dans les relations avec les États-Unis que dans la volonté mondiale de continuer à détenir des actifs américains (tels que les bons du Trésor américain). La défiance de la Chine à l'égard de Trump donnera le ton, même pour ceux qui n'ont pas le « poids » de la Chine.

Pourquoi Trump prend-il alors un tel risque ? Parce que derrière les actions audacieuses de Trump, [note Simplicius](#), se cache une dure réalité à laquelle sont confrontés de nombreux partisans de MAGA :

« Il reste indéniable que la main-d'œuvre américaine a été décimée par la triple menace que constituent l'immigration massive, l'anomie générale des travailleurs résultant du déclin culturel et, en particulier, l'aliénation et la marginalisation massives des hommes conservateurs. Ces facteurs ont fortement contribué à la crise actuelle qui fait douter de la capacité de l'industrie américaine à retrouver un jour son ancienne gloire, quelle que soit l'ampleur des mesures prises par Trump pour réformer l'« ordre mondial » en crise ».

Trump est en train de mener une révolution afin de renverser cette réalité – mettre fin à l'anomie américaine – en ramenant (selon ses espoirs) l'industrie américaine.

Il existe un courant de l'opinion publique occidentale – « qui ne se limite en aucun cas aux intellectuels », ni aux seuls Américains – qui désespère du « manque de volonté » de son propre pays, ou de son incapacité à faire ce qui doit être fait – son incompetence et sa « crise de compétence ». Ces personnes aspirent à un leadership qu'elles jugent plus ferme et plus décisif – un désir de pouvoir sans limites et de cruauté.

Un partisan haut placé de Trump le dit sans détour :

« Nous sommes aujourd'hui à un tournant très important. Si nous voulons affronter « le grand méchant » chinois, nous ne pouvons pas nous permettre d'être divisés... Il est temps de devenir méchants, brutalement, durement méchants. Les sensibilités délicates doivent être balayées comme des plumes dans un ouragan ».

Il n'est pas surprenant que, dans le contexte général du nihilisme occidental, un état d'esprit qui admire le pouvoir et les solutions technocratiques impitoyables – presque la cruauté pour la cruauté – puisse s'imposer. Prenez-en bonne note : nous sommes tous partis pour un avenir turbulent.

Le démantèlement économique de l'Occident a été compliqué par les déclarations souvent contradictoires de Trump. Cela fait peut-être partie de son répertoire, mais ce caractère aléatoire donne néanmoins l'impression que rien n'est fiable, que rien n'est constant.

Selon des « initiés de la Maison-Blanche », Trump n'a plus aucune inhibition lorsqu'il s'agit de prendre des mesures audacieuses : « *Il est au sommet du plus rien à foutre* », a déclaré au *Washington Post* un responsable de la Maison-Blanche proche de Trump : « *Les mauvaises nouvelles ? Il s'en fout. Il fera ce qu'il a à faire. Il fera ce qu'il a promis pendant sa campagne* ».

Lorsqu'une partie de la population d'un pays désespère du « manque de volonté » ou de l'incapacité de son propre pays à « faire ce qui doit être fait », Aurelian [affirme](#) qu'elle commence, de temps à autre, à s'identifier émotionnellement à un « autre pays », considéré comme plus fort et plus déterminé. À ce moment précis, « le manteau » d'« une sorte de super-héros nietzschéen – au-delà des considérations du bien et du mal » ... « est tombé sur Israël » – du moins pour une couche influente des décideurs politiques américains et européens.

Et Aurelian [poursuit](#) :

« Israël, dont la combinaison d'une société superficiellement occidentale avec l'audace, la cruauté et un mépris total pour le droit international et la vie humaine, a enthousiasmé beaucoup de gens et est devenu un modèle à imiter. Le soutien occidental à Israël à Gaza prend tout son sens quand on se rend compte que les politiciens occidentaux, et une partie de la classe intellectuelle, admirent secrètement la cruauté et la brutalité de la guerre menée par Israël ».

Pourtant, malgré les perturbations et les souffrances causées par le « revirement » américain, celui-ci représente également une énorme opportunité : celle de passer à un autre paradigme social, au-delà du financiarisme néolibéral. Jusqu'à présent, cette possibilité a été écartée par l'insistance des élites sur le principe TINA (there is no alternative, « il n'y a pas d'alternative »). Aujourd'hui, la porte est entrouverte.

[Karl Polyani](#), dans son ouvrage [La Grande Transformation](#) (publié il y a environ 80 ans), [soutenait](#) que les transformations économiques et sociales massives dont il avait été témoin au cours de sa vie – la fin du siècle de « paix relative » en Europe de 1815 à 1914, puis la descente dans la tourmente économique, le fascisme et la guerre, qui se poursuivait encore au moment de la publication du livre – n'avaient qu'une seule cause globale :

« Avant le XIXe siècle -affirmait Polanyi- le « mode d'existence » humain (l'économie en tant que composante organique de la société) avait toujours été « ancré » dans la société et *subordonné* à la politique, aux coutumes, à la religion et aux relations sociales locales, c'est-à-dire subordonné à une culture civilisationnelle. La vie n'était pas traitée comme quelque chose de séparé, ni réduite à des particularités distinctes, mais considérée comme les parties d'un tout organique, c'est-à-dire de la vie elle-même ».

Le nihilisme postmoderne (qui a dégénéré en néolibéralisme déréglementé des années 1980) a renversé cette logique. En tant que tel, il a constitué une rupture ontologique avec une grande partie de l'histoire. Non seulement il a séparé artificiellement le « mode d'être » économique du mode d'être politique et éthique, mais l'économie ouverte et libre (dans sa formulation d'Adam Smith) exigeait la subordination de la société à la logique abstraite du marché autorégulé. Pour Polanyi, cela « *signifiait rien de moins que le fonctionnement de la communauté comme un appendice du marché* », et rien de plus.

La réponse était clairement de redonner à la société sa place dominante au sein d'une communauté clairement humaine, c'est-à-dire de lui donner un sens à travers une culture vivante. En ce sens, Polanyi a également souligné le caractère *territorial* de la souveraineté, l'État-nation étant la *condition souveraine préalable* à l'exercice de la politique démocratique.

Polanyi aurait soutenu qu'en l'absence d'un retour à la vie elle-même comme pivot central de la politique, un retour de bâton violent était inévitable. Est-ce ce contrecoup que nous observons aujourd'hui ?

Lors d'une [conférence](#) d'industriels et d'entrepreneurs russes, le 18 mars 2025, Poutine a précisément évoqué une solution alternative pour la Russie, celle d'une « économie nationale ». Poutine a souligné à la fois le siège imposé à l'État et la réponse russe à celui-ci, un modèle qui devrait être adopté par une grande partie du globe.

Il s'agit d'un mode de pensée économique déjà pratiqué par la Chine, qui avait anticipé la guerre des droits de douane de Trump.

Le discours de Poutine constitue, métaphoriquement parlant, le pendant financier de son discours du Forum de Munich sur la sécurité en 2007, dans lequel il acceptait le défi militaire posé par « l'OTAN collective ». Le mois dernier, cependant, il est allé plus loin : Poutine a clairement déclaré que la Russie avait accepté le défi posé par l'ordre financier anglo-saxon de « [Economie ouverte](#) ».

Dans un sens, le discours de Poutine n'avait rien de vraiment nouveau : il s'agissait du passage du modèle de « l'Economie ouverte » à celui de « l'Economie nationale ».

L'« Ecole de l'économie nationale » (du XIXe siècle) affirmait que l'analyse d'Adam Smith, fortement axée sur l'individualisme et le cosmopolitisme, négligeait le rôle crucial de l'économie nationale.

Le résultat d'un libre-échange général ne serait pas une république universelle, mais au contraire une soumission universelle des pays les moins avancés aux puissances manufacturières et commerciales dominantes. Les partisans d'une économie nationale ont opposé à l'économie ouverte de Smith une « économie fermée » permettant aux industries naissantes de se développer et de devenir compétitives sur la scène mondiale.

« *Ne vous faites aucune illusion : il n'y a rien au-delà de cette réalité* », a averti Poutine devant les industriels russes réunis en mars 2025. « *Mettez vos illusions de côté* », a-t-il déclaré aux délégués : « Les sanctions et les restrictions sont aujourd'hui une réalité, tout comme la nouvelle spirale de rivalité économique qui s'est déjà déclenchée ». « Les sanctions ne sont ni temporaires ni ciblées ; elles constituent un mécanisme de pression systémique et stratégique contre notre pays. Indépendamment de l'évolution mondiale ou des changements dans l'ordre international, nos

concurrents chercheront sans cesse à contraindre la Russie et à réduire ses capacités économiques et technologiques ». « Vous ne devez pas espérer une liberté totale du commerce, des paiements et des transferts de capitaux. Vous ne devez pas compter sur les mécanismes occidentaux pour protéger les droits des investisseurs et des entrepreneurs... Je ne parle pas de systèmes juridiques – ils n'existent tout simplement pas ! Ils n'existent que pour eux-mêmes ! C'est là le piège. Vous comprenez ? ! »

Nos défis [russes] existent, « oui », a déclaré Poutine, « mais les leurs sont également nombreux. La domination occidentale s'effrite. De nouveaux centres de croissance mondiale occupent désormais le devant de la scène ».

Ces défis ne sont pas un « problème », mais une opportunité, a fait valoir Poutine : nous donnerons la priorité à la production nationale et au développement des industries technologiques. L'ancien modèle est révolu. La production de pétrole et de gaz ne sera qu'un complément à une « économie réelle » largement autosuffisante et circulant à l'intérieur du pays, dont l'énergie ne sera plus le moteur. Nous sommes ouverts aux investissements occidentaux, *mais uniquement à nos conditions*, et le petit secteur « ouvert » de notre économie réelle, par ailleurs fermée et circulant en interne, continuera bien sûr à commercer avec nos partenaires des BRICS.

La Russie revient au modèle de l'économie nationale, a laissé entendre Poutine. « Cela nous rend résistants aux sanctions et aux droits de douane ». « La Russie est également résistante aux incitations, car elle est autosuffisante en énergie et en matières premières », a déclaré Poutine. Un paradigme économique alternatif clair face à un ordre mondial en pleine désagrégation.

**Alastair Crooke\*** pour [Strategic Culture Fondation](#)

– Original : « [Trump axes a stricken world order – but there's opportunity amidst the turmoil](#) », April 16, 2025.

[Strategic Culture Fondation](#), le 16 avril 2025.

\***Alastair Crooke**, diplomate britannique, fondateur et directeur du [Conflicts Forum](#). Il a été une figure de premier plan dans le renseignement militaire britannique « *Military Intelligence, section 6* (MI6) » et dans la diplomatie de l'Union européenne. Il a reçu le très distingué ordre de Saint-Michel et Saint-Georges ([CMG](#)), ordre de la chevalerie britannique fondé en 1818.

Traduit de l'anglais pour [El Correo de la Diáspora](#) par : El Correo

[El Correo de la Diáspora](#). Paris, le 17 avril 2025.

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basée sur une œuvre de [www.elcorreo.eu.org](http://www.elcorreo.eu.org)